

### Hawe Hamman Bouba

Parmi les plus de 20 millions d'habitants du Cameroun, certaines communautés s'auto-identifient comme autochtones. Il s'agit notamment des chasseurs/cueilleurs (Pygmées), des pasteurs Mbororo et des Kirdi.

La Constitution de la République du Cameroun utilise les termes autochtones et minorités dans son préambule ; cependant, il n'est pas clair à qui cela fait référence. Néanmoins, avec l'évolution du droit international, la société civile et le gouvernement utilisent de plus en plus le terme autochtone pour désigner les groupes susmentionnés.

Ensemble, les Pygmées représentent environ 0,4% de la population totale du Cameroun. Ils peuvent être encore divisés en trois sous-groupes, à savoir les Bagyéli ou Bakola, qui sont estimés à environ 4 000 personnes, les Baka – estimés à environ 40 000 – et les Bedzang, estimés à environ 300 personnes.

Les Baka vivent surtout dans les régions orientales et méridionales du Cameroun.

Les Bakola et Bagyéli vivent sur une superficie d'environ 12 000 km<sup>2</sup> au sud du Cameroun, notamment dans les districts d'Akom II, Bipindi, Kribi et Lolodorf.

Enfin, les Bedzang vivent dans la région centrale, au nord-ouest de Mbam dans la région de Ngambè Tikar.

Les Mbororo vivant au Cameroun sont estimés à plus d'un million et ils représentent environ 12% de la population. Ils vivent principalement le long des frontières avec le Nigeria, le Tchad et la République centrafricaine. Trois groupes de Mbororo se trouvent au Cameroun : les Wodaabe dans la région du Nord ; les Jafun, qui vivent principalement dans les régions du Nord-Ouest, de l'Ouest, d'Adamawa et de l'Est ; et les Galegi, connus sous le nom d'Aku, qui vivent dans les régions de l'Est, de l'Adamawa, de l'Ouest et du Nord-Ouest.

Les communautés Kirdi vivent en hauteur dans la chaîne de montagnes Mandara, au nord du Cameroun. Leur nombre précis n'est pas connu.

Le Cameroun a voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) en 2007 mais n'a pas ratifié la Convention 169 de l'OIT.

### **COVID-19 et son impact sur les peuples autochtones au Cameroun**

Le premier cas de COVID-19 a été déclaré début mars 2020 et les statistiques nationales montrent qu'il y a eu un total de 26 2771 cas, avec 24 892 récupérés, 446 décès et 937 cas actifs.

La plupart des informations liées au COVID-19 se trouvent sur les réseaux sociaux et les différentes chaînes de télévision telles que CNN, Africa 24, Al Jazeera, BBC et les réseaux de télévision nationaux. Les responsables gouvernementaux ont également le plus souvent eu recours à Twitter pour communiquer. Seuls quelques peuples autochtones ont accès à ces installations ou ont des téléphones Android qui leur permettraient d'obtenir des informations via WhatsApp ou Tweets, qui sont les moyens de

communication les plus couramment utilisés. Les organisations autochtones ont accès à WhatsApp, mais les communautés au sens large ne peuvent pas être atteintes en raison de l'éloignement de leurs localités. La majorité ne lit ni n'écrit et ne peut donc pas accéder à des informations aussi complexes que la pandémie de coronavirus. Presque tous sont conscients de l'existence d'une nouvelle maladie mortelle mais ils ne savent pas grand-chose à son sujet, comment elle se manifeste ou comment l'éviter. Une dizaine d'autochtones ont été infectés à Yaoundé et à Bafoussam, avec quelques cas graves mais aucun décès enregistré à ce jour.

Il est inquiétant que même ceux qui vivent dans les villes et qui ont des téléviseurs et des téléphones Android ne soient pas conscients des dangers du COVID-19, car les valeurs traditionnelles et religieuses l'emportent sur les protocoles du gouvernement et de la communauté internationale pour réduire le taux d'infection.

Lorsqu'une personne est infectée, toute la communauté se rend à son domicile ou à l'hôpital. Tout le monde veut rendre visite au patient comme le veut la tradition. La vie communautaire se poursuit malgré le risque élevé de propagation du virus.

Les femmes, les enfants et les personnes handicapées sont encore plus vulnérables et la violence sexiste est un grave problème dans les communautés autochtones en raison des confinements et des difficultés économiques.

Il est nécessaire de sensibiliser et d'éduquer les peuples autochtones sur cette nouvelle pandémie. Il est également nécessaire de fournir des équipements de protection tels que des savons, des ustensiles pour l'eau, des masques faciaux et des désinfectants.

Des organisations de peuples autochtones telles que OKANI, CADDAP, BACUDA, MBOSCUA et AIWO-CAN ont mené des campagnes de sensibilisation dans certaines communautés autochtones et distribué des masques faciaux, des savons, des seaux pour le lavage des mains et du désinfectant. Certaines organisations ont aidé les services des collectivités locales dans la sensibilisation et la distribution de kits de santé. Cependant, beaucoup reste à faire pour sensibiliser tous les peuples autochtones du Cameroun.

### **Journée internationale des peuples autochtones du monde**

La célébration officielle de la 26<sup>ème</sup> Journée internationale des peuples autochtones, 12<sup>ème</sup> de ce type au Cameroun, a été présidée par le ministre des Affaires sociales aux côtés du représentant du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUHD-AC ), représentant le Secrétaire général de l'ONU. Les différentes organisations des peuples autochtones du Cameroun (MBORORO, BAKA, BAKOLA, BAGYELI, BEDZANG), diverses administrations publiques, organisations internationales, agences des Nations Unies et OSC ont participé à la cérémonie.

Cette 26<sup>ème</sup> célébration s'est tenue sous le thème de « *La pandémie de COVID-19 et la résilience des populations autochtones* ». Le discours du secrétaire général de l'ONU, lu par le représentant du CNU-HD-AC, s'est concentré sur l'impact dévastateur du COVID-19 sur les peuples autochtones, en particulier les femmes autochtones, et a appelé le gouvernement à proposer des stratégies de lutte la pandémie et renforcer les capacités de résilience des Peuples Autochtones. Dans son discours d'ouverture, la ministre des Affaires sociales a indiqué que plusieurs campagnes de sensibilisation avaient été

menées sur la pandémie de COVID-19 dans plus de 100 municipalités locales au cours du mois d'avril et elle a indiqué que la session se concentrerait sur la création efficace stratégies pour assurer la protection effective des droits des peuples autochtones.

### **7ème session du Comité Intersectoriel de Suivi des Programmes et Projets Impliquant les Populations Autochtones Vulnérables (CISPAV)**

La 7<sup>ème</sup> session du CISPAV2 s'est tenue le 7 août 2020 dans le cadre des célébrations de la Journée internationale des peuples autochtones. L'objectif de la session était de suivre les programmes et projets relatifs aux peuples autochtones, et les participants comprenaient des administrations publiques, des partenaires de développement internationaux et nationaux, des organisations de la société civile, des organisations de peuples autochtones et le secrétariat technique du comité.

La session s'est tenue avec le thème de « L'urgence internationale de santé publique » due à la pandémie de COVID-19 et avec l'objectif général de faire un bilan des actions menées par tous les acteurs en faveur des Populations Autochtones Vulnérables (PAV)<sup>3</sup> dans le lutter contre la pandémie. Les actions de prévention et de lutte contre la pandémie de COVID-19 comprenaient la formation, la sensibilisation et l'éducation ainsi qu'un soutien technique, matériel et financier.

La mise en œuvre des différentes activités de lutte contre la pandémie de COVID-19 ne s'est pas faite sans quelques difficultés dont les principales sont :

- Manque de coordination et de collaboration entre les acteurs travaillant dans les mêmes zones ;
- Obstacles socioculturels auxquels sont confrontés les PAV ;
- Communication insuffisante en raison des barrières linguistiques et des moyens de communication ;
- Faible implication des différentes administrations dans l'exécution de certains projets ;
- Manque d'eau potable et d'environnement propre ; et
- Inaccessibilité des zones habitées par les peuples autochtones.

### **La guerre civile et ses effets sur les pasteurs Mbororo**

Les troubles civils et les troubles socio-politiques et sociaux dans les deux régions anglophones du Cameroun, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, sont restés une cause de grande préoccupation en 2020 pour les éleveurs Mbororo. Les meurtres, les enlèvements, les prises de rançon et l'interdiction des écoles et des entreprises se sont poursuivis en 2020. Depuis 2017, la fréquentation de l'école est interdite par les sécessionnistes dans ces deux régions. Les entreprises et les transports publics ont également été interdits de fonctionner les lundis et certains jours fériés officiels.

Les éleveurs Mbororo ont été victimes de la violence aveugle qui règne dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, et ils ont subi assassinats, mutilations et confiscation de bétail, enlèvements contre rançon, déplacements forcés, tortures et actes inhumains et traitement dégradant de la part des groupes armés sécessionnistes.

Ces atrocités ont été commises dans différentes zones comme à Sabongari dans la division Donga-Mantung et à Achah, Jakiri, Ndawara, Santa et Bafut dans la division Mezam. Les statistiques montrent que du début de la crise à décembre 2020, 260 Mbororo ont été tués, 3 210 blessés, 12 000 déplacés, quelque 6 000 enfants ont

abandonné l'école, 525 maisons ont été détruites et incendiées, des rançons d'une valeur de 163 millions de FCFA ont été versées, et au total, 2 700 têtes de bétail ont été mutilées, volées ou confisquées pour une valeur totale de 810 millions de FCFA.<sup>4</sup> Cela a appauvri la communauté Mbororo et l'a privée de ses moyens de subsistance de base. Selon les résultats de l'enquête publiée en 2020 par l'ONG camerounaise Observatoire du Développement Sociétal (OBS) : « *La communauté Mbororo du nord-ouest est menacée de génocide par les groupes armés sécessionnistes.* »<sup>5</sup>

Dans la nuit du 23 octobre 2020, Mme Habiba Hammadu, une femme de 34 ans, et ses deux enfants ont été tués dans la région du Nord-Ouest. Ses enfants étaient Umaru Hammadu, cinq ans, et Nafisah Hammadu, trois mois, qui ont été brûlés vifs par les groupes armés sécessionnistes dans leur maison de la division de Ntamruin Donga-Mantung. Malgré les efforts pour mettre fin à ce conflit à travers l'organisation du Grand Dialogue National et les efforts de mise en œuvre de certaines des recommandations, l'année a été caractérisée par une recrudescence sans précédent de la violence.

Selon le bureau régional de l'Association de développement social et culturel des Mbororo (MBOSCUDA), sur la période 2014 à 2020, 2 437 Mbororo ont été pris en otage dans la région de l'Est, 69 ont été tués et 288 ont été libérés après une rançon de 267, 300 000 FCFA a été payé.

### **Autres violations des droits humains envers les peuples autochtones**

Toujours dans la région de l'Est, à Missoume – un village baka de la périphérie d'Abong-Mbang – Mocka Guy Janvier, un jeune baka, a été agressé et battu à mort dans un village voisin par un groupe d'hommes bantous. Jean-MAarie Boleka du Centre d'action pour le développement durable des autochtones pygmées (CADDAP) a déposé une plainte et cinq hommes ont été arrêtés en lien avec le meurtre. Deux d'entre eux ont été libérés et trois sont toujours en détention – alors que l'enquête est en cours. Il existe un risque élevé de nouvelles attaques contre l'organisateur du CADDAP et d'autres jeunes Baka, y compris des filles, si ces hommes ne sont pas poursuivis.

Une autre jeune Baka, Yombo Hortense du village de Mbang dans la même localité du Missoume, a été victime d'un viol collectif à Nkouamb, un village bantou alors qu'elle allait acheter des marchandises. Elle a été attrapée et détenue pendant plusieurs jours par un groupe de sept garçons qui l'ont violée à plusieurs reprises. Lorsqu'elle a été retrouvée, elle a été emmenée à l'hôpital où elle a été examinée et un certificat médical établi confirmant le viol collectif. Une plainte a été écrite mais ses parents ont opté pour un règlement à l'amiable.

Des rapports ont également fait état de l'accaparement des terres des peuples Bagyeli par leurs voisins bantous qui vendent ensuite les terres à des étrangers dans les localités de Bipindi et de Kribi dans la division océanique de la région du Sud. Une affaire est pendante devant le tribunal.

Un problème persistant affectant les communautés autochtones de chasseurs-cueilleurs comme les Baka est également la violence et les expulsions auxquelles elles sont confrontées en raison de la détermination des ONG internationales et des gouvernements à préserver la faune. Ces organismes ont revendiqué de vastes étendues des forêts tropicales humides du Cameroun comme zones protégées pour la faune,

« verrouillant ainsi les personnes mêmes qui ont préservé ces forêts pendant des milliers d'années »<sup>6</sup> Pour les communautés concernées, il n'y a souvent aucune différence de résultat pour elles entre celles tentant de protéger la forêt et ceux qui l'abattent.<sup>7</sup> Il s'agit d'une menace à double sens venant, d'une part, des destructions causées par les braconniers et, d'autre part, des éco-gardes qui sont souvent mal équipés et sous pression pour obtenir des résultats. Comme le dit l'anthropologue Jerome Lewis : « Incapables d'agir contre les puissants auteurs du commerce illégal d'espèces sauvages, les éco-gardes ont commencé à attaquer des cibles plus douces : les chasseurs-cueilleurs et les villageois »<sup>8</sup>

Les abus violents contre les Baka ont entraîné une pression croissante sur le WWF, qui gère les parcs au Cameroun et fournit un soutien financier et technique et une formation aux écocardes controversés.

Bien que le WWF ait montré une volonté de discuter des problèmes et a également signé des accords d'accès (MoU) aux parcs avec les communautés Baka, la mise en œuvre reste toujours un problème car l'accès à la forêt est conditionné par les communautés devant demander cet accès à partir de agents locaux du Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF). Le WWF a également développé un guide sur les droits de l'homme à l'usage des responsables de l'application des lois sur la faune avec le soutien de la Commission camerounaise des droits de l'homme.

### **Assemblée générale du réseau des chasseurs-cueilleurs**

Les peuples autochtones forestiers du Cameroun sont organisés au sein du Réseau « Réseau Recherches Actions Concertées Pygmées » (RACOPY), qui rassemble les communautés autochtones Baka, Bagyéli, Bakola et Bedzang pour débattre des questions spécifiques aux communautés autochtones forestières. La 63ème Assemblée Générale de RACOPY s'est tenue du 24 au 25 octobre 2020 à Yokadouma dans la Région de l'Est. Le réseau comprend une quarantaine d'organisations dont des organisations de chasseurs-cueilleurs ainsi que des ONG nationales et internationales. L'Assemblée générale a émis un certain nombre de recommandations, notamment :

- Faire du lobbying pour la participation des chasseurs-cueilleurs dans la prise de décision sur les questions qui affectent leur vie.
- Reconnaître leurs droits coutumiers sur la forêt et leurs droits fonciers.
- Sauvegarder leurs droits sur les ressources de la forêt, en particulier les produits non ligneux.
- Sécuriser l'accès des communautés autochtones aux ressources dans certaines réserves et parcs tels que Lobeke, Mbomba Bek et Nki.

### **Peuples autochtones, REDD+ et changement climatique**

Le processus REDD+ au Cameroun est inclusif, les peuples autochtones, les organisations de la société civile, le gouvernement, les instituts de recherche, le secteur privé et les communautés locales étant les principales parties prenantes.

En 2020, le gouvernement camerounais a pu relancer le processus REDD+ (qui était au point mort depuis quelques années) en créant un groupe de travail dont les membres comprenaient l'African Indigenous Women Organization Central African Network (AIWO-CAN), l'organisation chef de file de la plateforme « REDD+ et les Peuples Autochtones du Cameroun » (PREPAC). Les efforts ont vu la mobilisation de toutes les

principales parties prenantes et plusieurs réunions se sont tenues à Douala et Yaoundé lorsque les mesures COV-ID-19 ont été assouplies afin de finaliser les principaux documents et de préparer la 13<sup>ème</sup> Assemblée des Participants et le 29<sup>ème</sup> Comité des Participants de la Forêt Carbon Partnership Facility (FCPF) du 20 au 22 octobre. Le Comité des participants a discuté de la demande du Cameroun de rétablir la subvention de préparation (financement supplémentaire). Le Comité des participants a pris note de l'engagement renouvelé du Cameroun à faire avancer le processus de préparation à la REDD+ et a encouragé la Banque mondiale/FMT à travailler davantage avec le Cameroun pour réévaluer la fourniture du financement de la préparation à la REDD+. Les peuples autochtones ont le droit de participer au financement pour finaliser les initiatives de renforcement des capacités et développer des outils de suivi des projets pilotes REDD+ en cours dans ou autour de leurs communautés.

### **Projet de plan de développement national pour les peuples autochtones présenté**

Dans son rôle de protection, de promotion et d'assistance aux populations socialement vulnérables<sup>9</sup>, le ministère des Affaires sociales a produit un projet de document intitulé « Plan national de développement des peuples autochtones » (PNDPA).

Ce Plan de Développement vise à lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales parmi les Peuples Autochtones. Le projet de document a été présenté lors de la 4<sup>e</sup> Semaine nationale de la solidarité et de l'entrepreneuriat, qui s'est déroulée en décembre 2020.

L'atelier a réuni des ministères, des partenaires techniques, des organisations de peuples autochtones et des organisations de la société civile travaillant avec les peuples autochtones. Le projet de document a été présenté et amélioré par toutes les parties prenantes pour refléter la réalité des Peuples Autochtones (peuples des forêts et pasteurs). L'objectif principal du Plan de Développement est d'orienter, de superviser et de coordonner les différentes initiatives des administrations publiques, des organisations de la société civile et des partenaires techniques et financiers pour des actions efficaces et efficientes en faveur du développement socio-économique et de l'inclusion des peuples autochtones.

### **Notes and references**

1. MinsanteCameroun. "Official page of the Cameroon Ministry of Public Health.". Twitter, 2021. <https://twitter.com/minsantecmr?lang=en>
2. Created by Ministerial Order No. 022/A/MINAS/SG/DSN on 6 August 2013 by the Ministry of Social Affairs.
3. Peuples Autochtones Vulnérables.
4. Civil society human rights initiative. "Justice and dignity campaign."
5. National Commission on Human Rights and Freedoms. "Press release on the atrocities committed against the Bororo People in some Regions of Cameroon." 24 November, 2020. <http://www.cndhl.cm/sites/default/files/Press%20release%20on%20the%20atrocities%20on%20bororo%20people.pdf>
6. Clarke, Catherine. In and Around Cameroon's Protected Areas: A rights- based analysis of access and resource use agreements between Indigenous Peoples and the State. Moreton-in-Marsh: Forest Peoples Programme, 2019. <https://www.forestpeoples.org/sites/default/files/documents/In%20and%20Around%20Cameroons%20Protected%20Areas-ENG-final.pdf>

7. Lewis, Jerome. From Abundance to Scarcity. Contrasting conceptions of the forest in Northern Congo-Brazzaville, and issues for conservation. Presented to the Canadian Anthropology Society, Dalhousie University, 2003.
8. Lewis, Jerome. "How 'Sustainable' Development Ravaged the Congo Basin." *Scientific American*, May 2020. <https://www.scientificamerican.com/article/how-sustainable-development-ravaged-the-congo-basin/>
9. International Labour Organization. "Décret n° 2011/408 du 9 décembre 2011 portant organisation du gouvernement." 9 December 2011. [https://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p\\_lang=en&p\\_isn=96928&p\\_classification=07](https://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_lang=en&p_isn=96928&p_classification=07)

**Hawe Hamman Boub**a est experte en droits humains et droit humanitaire. Elle est membre du Groupe de travail sur les populations/communautés autochtones de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, membre de la Commission nationale camerounaise des droits de l'homme et des libertés et présidente de l'*African Indigenous Women Organization* Central African Network (AIWO-CAN ). Hawe Hamman Boub

a a écrit cet article avec les contributions d'Oumarou Habane, secrétaire général adjoint de MBOSCUA et de Jean-Marie Boleka, facilitateur au CADDAP.

Source : IWGIA *The Indigenous World* 2021  
Traduction par le GITPA